

# Émeutes : une certaine libanisation de la France ?



« *Aujourd'hui Beyrouth, demain la France* » : cette affiche du mouvement [Chrétienté-Solidarité](#) qui date de 1987 n'a, en réalité, pas pris une ride. L'expression est reprise par Thibaut de La Tocnaye dans son nouvel ouvrage [Combats contre l'islamisme révolutionnaire - Du Moyen-Orient à l'Europe](#) (aux Éditions [Saër Al Mashrek](#)). Une alerte serinée depuis plus de 40 ans par des Libanais inquiets des risques d'une « libanisation de la France ». Seul son décompte s'est accéléré, et tout particulièrement depuis ce 17 octobre.

L'analyste politique et géopolitique Michel Fayad, le politologue Richard Haddad et les deux conseillers municipaux RN Céline Sayah et Kevin Nader ont en commun leurs origines libanaises. Ils confient à *BV* leurs impressions et analyses de ce qui se trame en France à l'aune de leur histoire familiale. Mieux que personne, au regard de ce que leurs parents ont vécu, ils savent de quoi il retourne. Éviter à la France de refaire les mêmes erreurs : c'est la raison d'être de leur engagement.

## « Mes amis libanais m'ont prévenu »

« Le cocktail de l'islamo-gauchisme et d'un État complice par lâcheté conduit droit à la guerre civile. Comme l'islamo-progressisme et la défaillance de l'État ont conduit le Liban à la guerre. Mes amis libanais m'ont prévenu : la France de 2026, c'est le Liban de 1973, deux ans avant l'explosion », écrit, sur son compte X, Yann Baly, actuel président de Chrétienté-Solidarité lorsque, revenant d'une mission au Liban, il découvre, atterré, un Paris dévasté.



Richard Haddad est politologue et spécialiste du Moyen Orient ; il décrit un Liban, à la veille de sa guerre civile de 1975, secoué par six années de conflits « d'escarmouches » entre une population importée de religion musulmane (les Palestiniens) et la population locale chrétienne. Avec une similitude frappante avec l'actualité française qu'il retrouve « *dans cette alliance d'une gauche qui déteste l'État avec les populations importées : au Liban, la gauche libanaise était l'alliée des réfugiés palestiniens tout comme, en France, c'est l'extrême gauche de Mélenchon qui soutient l'immigration. Or, l'Histoire a montré, au Liban comme ailleurs, qu'à chaque fois que la gauche s'allie à un groupe musulman, c'est le groupe musulman qui finit par dominer.* » Selon lui, « *ce 17 octobre marque une nouvelle étape en ce que l'État a failli en refusant de faire intervenir sa police, et en désarmant ses forces de l'ordre par une [Justice qui menace les honnêtes gens](#) et laisse dormir dans leur lit les fauteurs de troubles* ». Une caractéristique qu'il estime très inquiétante dans la mesure où tout mouvement de résistance en France est, de fait, impossible « *car n'importe quel individu qui tenterait de s'organiser serait immédiatement sanctionné, contrairement à ce qui s'est passé au Liban dans les années 70 où les forces chrétiennes ont pu s'entraîner et se structurer en amont de la guerre* ».

### « Le Liban a été pour la France un avertissement »

Une histoire de résistance que Michel Fayad, qui a quitté le Liban à l'âge de 7 ans, connaît bien : son père, Najib Fayad, s'est engagé dès l'âge de 15 ans pour combattre au sein du Tanzim (de 1975 à 1976) puis des Forces libanaises (« *sur le pire front urbain* », précise l'éditorialiste à BV) avant d'endosser un rôle politique auprès du président chrétien Bachir Gemayel. Celui-là même qui, en 1982, adressait ce message à la France :

« *L'Occident ne comprend pas que notre combat ici est aussi le sien. Un jour viendra où ils devront mener cette même guerre sur leur propre sol, mais il sera trop tard.* »

Si, pour Michel Fayad, « *la France n'est pas le Liban de 1975 parce qu'elle vit à un rythme différent ce que le Liban a vécu : l'implantation progressive d'une idéologie étrangère dans le corps d'une société pluraliste* », le mécanisme à l'œuvre dans les deux pays est le même : « *un État qui cède une part de sa souveraineté à des groupes armés avec l'accord du Caire pour le Liban en 1969 [qui a reconnu à l'OLP, Organisation de libération de la Palestine, le droit d'exister et de s'armer sur le territoire libanais, NDLR] et qui ne s'en est jamais remis* ». Avant la plongée inéluctable dans la guerre « *à partir de ce moment-là, les abus sont progressivement devenus des "débordements", puis la norme* ».

### « Cette histoire libanaise »

Par sa [récitation d'un Je vous salue Marie](#) et sa croix brandie en pleine séance de conseil municipal de la ville d'Ivry-sur-Seine en juin 2026, Kevin Nader aura attiré l'attention sur la [présence d'élues voilées](#) dans les conseils municipaux. Un combat qu'il partage avec sa consœur [Céline Sayah](#), élue municipale RN elle aussi, à Roubaix. Forts de leurs histoires familiales – ils sont tous deux issus de parents libanais –, ils affirment tous les deux s'être engagés en politique « *par amour de la France* ».

Kevin Nader le déplore : « *Nos responsables politiques aux commandes depuis près de 40 ans emmènent leur peuple vers un affrontement qui sera douloureux et dont les prémices se sont fait tristement ressentir ce week-end du 17 octobre.* » Il témoigne à BV « *que ce qu'il a vu là-bas et*

*ce qu'il craint en France a forgé ses convictions et sa volonté de s'engager en politique jusqu'à se faire élire dans cette ville tenue par des communistes dans laquelle siègent deux femmes voilées ; par amour des Français, je souhaite leur éviter la libanisation de leur pays ».*

*« Lorsque je vois, aujourd'hui en France, des commerces pillés, des policiers et des pompiers agressés, des établissements scolaires incendiés et des casseurs semer la terreur dans nos rues, je ne peux m'empêcher de penser à cette histoire libanaise qui me donne une sensibilité particulière face à ce que traverse la France aujourd'hui », explique Céline Sayah à BV. « Les libanais savent ce que c'est de perdre un pays en raison de la guerre civile et d'une trop grande hétérogénéité de la population, lorsque l'État perd son autorité, que le communautarisme prend le pas sur l'unité nationale et que des groupes violents prétendent imposer leur loi. Or, il voient la même chose arriver en France à cause d'une immigration débridée en provenance de pays extra européens. »*

Des alertes renouvelées depuis 40 ans qu'il ne faudrait, cette fois-ci, pas négliger.